



Déclaration des partenaires du projet éolien Apuiat en réponse à l'article paru ce matin dans La Presse

NITASSINAN (QC), le 30 octobre 2018 – En réaction à l'article publié ce matin dans La Presse, la Société Apuiat et Boralex, partenaires du projet éolien Apuiat, souhaitent faire la déclaration suivante.

- Nous sommes étonnés et déçus d'apprendre dans les journaux les intentions du gouvernement et d'Hydro-Québec à l'égard de notre projet, alors que nous n'avons pas encore eu l'occasion de le présenter au nouveau gouvernement.
- On compte sur le gouvernement pour rencontrer les partenaires du projet et l'ensemble des parties prenantes qui seront impactées positivement par ce projet avant de prendre toute décision. Il est beaucoup plus facile de détruire un projet plutôt que d'en construire un. Apuiat est beaucoup plus important et porteur que ce qu'Hydro-Québec peut laisser entendre.
- Les Innus ne sont plus dans une logique de recevoir une « rente » du gouvernement ou d'Hydro-Québec. Au contraire, les Innus sont dans une logique de réaliser leurs propres projets d'investissement, pour construire quelque chose de durable et renouvelable, pour développer une expertise et une fierté.
- Le 1 million de dollars mentionné par Hydro-Québec fait référence uniquement aux redevances qui seraient versées aux communautés d'accueil, et non pas aux revenus et aux retombées économiques que permettrait d'engendrer le projet Apuiat. Un projet de près de 600 M\$ d'investissements privés génère des retombées beaucoup plus significatives que cela.
- Pour un projet de cette envergure, c'est près d'une **dizaine de millions de dollars de plus** qui seraient versés **annuellement** aux communautés innues, et ce, pendant **25 ans** à titre de partenaires. Ce sont des revenus significatifs à long terme pour le développement socio-économique de nos communautés, provenant de ce qui serait notre premier projet de Nation.
- Est-ce que la solution alternative qui serait proposée aux Innus par Hydro-Québec permettrait de compenser de tels revenus, tout en étant aussi porteur en termes de développement d'un patrimoine, d'expertise et de fierté? Est-ce que cette solution alternative prendrait en considération les retombées économiques directes et indirectes qui seraient engendrées par Apuiat pour les Innus, pour les communautés de la Côte-Nord, de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent et pour le Québec dans son ensemble?
- Ce sont de 300 à 400 emplois qui seraient créés lors de la période de construction dans une région qui a besoin de projets de développement économique. La ville de Port-Cartier, la Côte-Nord et les travailleurs innus ont besoin d'emplois de qualité qui seraient générés par le projet. Apuiat, c'est aussi de 10 à 15 emplois permanents pour assurer l'exploitation du parc à long terme (25 ans et plus) et des retombées économiques directes et indirectes locales considérables pour répondre aux besoins



engendrés pendant la période de construction et d'opération (hébergement, restauration, entretien des chemins, etc.). Seulement cet aspect représente environ 15 millions de dollars en dépenses annuelles d'opération injectées dans l'économie régionale.

- C'est un projet de près de 600 millions de dollars d'investissements privés dont l'engagement de respecter un seuil minimum de 50 % de contenu québécois permettrait de soutenir le développement économique de régions comme la Gaspésie et le Bas-Saint-Laurent, là où l'expertise de la filière éolienne québécoise se concentre.
- Le projet éolien Apuiat est l'un des projets énergétiques les plus économiques au Québec et est même moins cher que tout autre projet de grande centrale hydroélectrique que la Société d'État pourrait vouloir développer dans le futur. Les pertes annoncées par Hydro-Québec demeurent inexplicables. Apuiat est un projet concurrentiel, duquel Hydro-Québec pourrait tirer un profit avec la revente de l'électricité produite par Apuiat à bon prix.
- D'ailleurs la mise en service d'Apuiat qui est prévue pour 2022 tombera au moment où les marges de manœuvre énergétiques dont disposera alors le Québec seront en voie de s'épuiser. Hier encore aux audiences publiques à la Régie de l'énergie concernant le dossier des blockchains, Hydro-Québec faisait état de ne pas être en mesure de répondre à la demande des projets qui lui sont présentés et n'aurait plus qu'un bloc de 300 MW à octroyer.
- Nous entendons toujours faire la démonstration au gouvernement que ce projet est beaucoup plus qu'un simple projet éolien. C'est un rendez-vous historique entre les communautés de la Nation Innue, le Gouvernement du Québec et l'ensemble des Québécois. Il en va du bien-être de nos communautés et d'un développement économique de la Côte-Nord bénéfique pour tous.